

“ Nous avons quitté la monarchie française avant qu'on ne tranchât la tête de Louis XVI... ”

la grande époque des gouvernements canadiens minoritaires entre 1960 et 1968. Nos gouvernements se maintenaient grâce à des coalitions fragiles et déclenchaient de multiples élections générales. Auparavant, tout était réglé comme du papier à musique, en dépit du fait que la date de nos élections, vous le savez, n'est pas fixée par la loi (5). C'est le Premier ministre qui en décide, quand sa majorité n'est pas stable ; ou bien le gouvernement est renversé avant la fin de son mandat. Nous avons eu des consultations électorales en 1962, en 1963, en 1968, en 1972 et en 1974. C'était une instabilité que nous avons rarement connue.

C. Julien. Je crois qu'il y a une autre cause de malentendu. De quand datent les premiers attentats du Front de libération du Québec ?

G. Pelletier. Du printemps 1963.

C. Julien. A ce moment-là, beaucoup de Québécois parlent de terrorisme. En France, nous avons du mal à considérer qu'il s'agit d'un véritable terrorisme, car de quoi s'agit-il ? Des pétards dans des boîtes aux lettres ou des petites choses comme celles-là ! Ensuite, il y aura des choses plus graves. Mais pour nous le terrorisme a un sens bien précis. Depuis l'occupation, les actes de sabotage et les attentats dirigés contre l'occupant nazi, depuis le début de la guerre d'Algérie et les attentats de l'O.A.S., le mot « terrorisme » est affecté d'un coefficient que beaucoup de terroristes ou sympathisants québécois sous-estiment gravement. Nous n'arrivons pas vraiment à prendre au sérieux cette espèce de petit terrorisme amateur du Québec. Là aussi, il y a eu deux optiques tout à fait différentes et des malentendus ont pu se créer, dans la mesure où l'on portait sur l'autre société le même regard que sur la sienne. A ce moment-là, on était assuré du malentendu, vous ne croyez pas ?

G. Pelletier. Oui, parce que les points de référence n'étaient pas les mêmes. On ne peut juger l'époque de la Restauration en France, par exemple, selon les critères de 1975. Nous avons affaire à deux sociétés très différentes. Vous savez que la société canadienne a échappé à toutes les révolutions ou presque. Un ami historien français nous disait avec humour qu'une des expériences qui ont manqué aux Canadiens français, dans leur histoire, c'est de couper la tête d'un roi. Nous avons quitté la monarchie française, avant qu'on ne tranchât celle de

Louis XVI et nous avons atterri dans la monarchie britannique plus d'un siècle après qu'on eut décapité Charles 1^{er}.

Si l'on regarde l'autre partie de notre société, c'est-à-dire nos compatriotes anglophones, eux aussi ont refusé de faire une révolution : l'américaine. La plupart des anglophones du Canada descendent des loyalistes qui ont traversé la frontière canadienne pour échapper à la guerre d'indépendance des Etats-Unis. La plupart des gens qui sont arrivés ensuite au Canada, le tiers groupe composé d'immigrants qui ne sont d'origine ni française, ni britannique, venaient d'Europe centrale, d'Italie, de Grèce, du Proche-Orient, etc. Ils fuyaient, eux aussi, des climats politiques troubles. Bien entendu, ces gens-là sont très sensibles à la violence politique. Je comprends très bien que, dans l'optique européenne, les actes de terrorisme qui ont été commis chez nous paraissent mineurs. Mais, quand ils ont abouti à un assassinat politique, comme ce fut le cas en 1970, ce fut pour tout le Canada un traumatisme majeur (6).

C. Julien. Nous avons participé, le soir ou le lendemain de l'assassinat de Pierre Laporte, vous à Montréal, moi à Paris, à une émission de télévision en duplex par satellite. Avant le début de l'émission, nous avions devant nous un écran silencieux sur lequel nous, de Paris, nous nous voyions. On voyait entrer dans le studio Gérard Pelletier, son vieil ami René Lévesque, d'autres personnes tous vieux amis (7). Ils ne se saluaient même pas. C'était comme s'il y avait eu du sang entre vous. C'était spectaculaire. C'était la meilleure partie de l'émission. Et puis, soudain, on a mis le son et l'émission a commencé, les débats se sont engagés et nous avons mesuré l'ampleur du drame. A tel point que, si vous vous souvenez, les gens qui dialoguaient avec vous à Paris n'ont pas osé dire grand chose. Nous sommes restés à peu près silencieux.

G. Pelletier. C'est vrai. Pour une fois, nos amis Français étaient silencieux, et cela m'a beaucoup étonné !

Mais parlons, si vous le voulez bien, de la résurgence du nationalisme politique au Canada français, qui a conduit aux violences des années soixante. Il ne s'agit pas, bien entendu, du nationalisme culturel ; celui-là, tout le monde l'a toujours cultivé chez nous. Si on définit comme « nationaliste culturel » celui qui veut assurer, non seulement la survie,

